FEUILLE POLITIQUE
DU
DEPARTEMENT DE L'ISSEL-SUPÉRIEUR.

STAATKUNDIG DAGBLAD
VAN HET
DEPARTEMENT VAN DEN BOVEN-IJSSEL.

MARDI, le 16 Juin 1812. **(N°. 72.)** *DINGSDAG, den 16 Juny 1812.*

INTÉRIEUR.

Le conseiller d'état, grand-croix de l'ordre impérial de la Réunion, l'un des commandans de la légion-d'honneur, intendant-général des finances et du trésor impérial en Hollande, considérant que différens agens d'affaires se sont presentés et ont offert leur service aux contribuables dans les contributions directes, pour soigner le paiement de leurs taxes aux bureaux des percepteurs, comme si le paiement présenterait des difficultés qui devraient rebuter les contribuables de le faire eux-mêmes, ou bien qu'à cet effet l'on devrait suivre une voie particulière et indirecte, et considérant, que l'emploi de ces agens d'affaires augmente les charges pour les contribuables, tandis qu'aussi dans le cas particulier que quelques contribuables auraient à reclamer contre le montant de leurs cotisations d'après les lois et réglemens et qu'ils ayent recours au service de ces agens, leur salaire absorbe souvent en grande partie le bénéfice, qui par une décision finale leur peut être accordée, croit devoir rappeller aux contribuables son ordonnance du 18 Avril de cette année (*), particulièrement pour autant qu'il a été porté à leur connaissance qu'il leur est permis de se faciliter le paiement, en payant aux percepteurs la taxe de toute une année, de plusieurs mois ou une certaine somme ronde en une fois; et informe spécialement par la présente les intéressés que non-seulement le service et l'intermédiaire de ces agens entre les contribuables et les percepteurs n'a pas été dicté par la loi, mais même qu'il n'est nullement nécessaire, puisque les percepteurs étant tenus et s'appliquant aussi à aider les contribuables de la manière la plus facile et la plus prompte, il suffit que ceux-ci se presentent avec leur argent aux heures indiquées, sans qu'il soit nécessaire pour une besogne, aussi simple que celle de porter l'argent aux bureaux publics et pour laquelle il n'y aura aucune formalité à

(*) Voir les numéros de la Feuille Politique du département du Zuyderzée, 112, 120 et 127.

BINNENLANDSCHE BERIGTEN.

De staatsraad, groot-kruis van de keizerlijke orde der Reunie, een der kommandeurs van het legioen van eer, intendant-generaal der finantien en van de keizerlijke schatkist in Holland, in aanmerking nemende, dat onderscheiden zaakwaarnemers zich opdoen, en aan de contribuabelen, in de directe belastingen hunnen dienst aanbieden, om voor hun het montant van derzelver aanslagen op de kantoren der onderscheidene percepteurs te betalen, even als of aan het bewerkstelligen dezer betalingen zoodanige moeijelijkheden verbonden zijn, welke de contribuabelen van het bewerkstelligen daarvan zouden kunnen afschrikken; of wel, dat daartoe een bijzondere en indirecte weg zoude behooren te worden ingeslagen, en overwegende, dat, door het gebruik maken van zoodanige zaakwaarnemers, de last der belastingen voor de contribuabelen aanmerkelijk wordt verzwaard, terwijl ook wanneer dezelve den dienst dier zaakwaarnemers inroepen, om in die bijzondere gevallen, waarin eenige contribuabelen in het geval mogten zijn, om, ingevolge de wetten en reglementen, tegen derzelver aanslagen te reclameren, het salaris dier zaakwaarnemers voor de zoodanigen veelal het vermogen, hetwelk bij de beslissingen op hunne reclamatien aan hen kan worden toegewezen grootendeels overtreft, vermeent aan de onderscheidene contribuabelen te moeten herinneren deszelfs advertentie van den 18den april dezes jaars (*), alsmede in zoo verre daarbij ter hunne kennis is gebragt, dat het hun vrijstaat, om tot hun eigen gemak, hunnen aanslag over het geheele jaar, of over eenige maanden, of daarop eene zekere ronde somme, in eens, ten kantore van de percepteurs te betalen, en verwittigt bij deze, wel bijzonder, de belanghebbenden, dat de bemoeijingen van zaakwaarnemers en de tusschenkomst van dezen tusschen de contribuabelen en de percepteurs niet alleen door de wet aangewezen,

(*) Zie de nommers 112, 120 en 127 van het Staatkundig Dagblad van het departement der Zuiderzee.

observer, de faire usage du service d'agens d'affaires, qui comme tels ne sont nullement reconnus par le gouvernement et auxquels comme tels aussi il ne peut être accordé aucun crédit spécial.

Amsterdam le 5 Juin 1812.

Le conseiller-d'état, intendant-Général,

GOGEL.

DIRECTION DU GRAND-LIVRE DE LA DETTE PUBLIQUE DE HOLLANDE.

Le maître-des-requêtes, commandeur de l'ordre impérial de la Réunion, directeur du grand-livre de la dette publique de Hollande, prévient les parties intéressées, que la remise des certificats de rentes, dues pour le semestre échu le 22 Mars 1812, ainsi que pour les sémestres antérieurs aura lieu au premier bureau du grand-livre, depuis le 22 Juin jusqu'au 26 du même mois, de huit heures du matin, jusqu'à deux heures, pour les capitaux de 2½ pour cent de rente, inscrits au la lettre R, P en A.

Amsterdam, le 10 Juin 1812.

Le maître-des-requêtes directeur susdit,

C. C. SIX.

Le soussigné membre et secrétaire-général de la commission, chargée de la liquidation de l'arriéré du ci-devant ministère de l'Intérieur en Hollande, exercice 1810, à ce duement autorisé par ladite commission, porte à la connaissance de tous les intéressés qu'il vaquera à l'émission des mandats et des contre-ordonnances relatifs à cet arriéré tous les jours excepté le samedi et le dimanche depuis cinq heures jusqu'à huit heures après-midi, à sa demeure, Keizersgracht près le Wolvenstraat, N°. 251; on commencera par l'émission des mandats et contre-ordonnances relatifs aux depenses suivantes:

1°. Traitemens et fraix de bureaux du ci-devant ministère de l'intérieur.

2°. Traitemens et fraix de bureaux du ci-devant corps législatif.

3°. Clergé en général.

4°. Fraix de bureaux et fraix de voyage des ci-devant landrosten.

Amsterdam le 8 Juin 1812.

S. DASSEVAEL.

Le Commandeur de l'Ordre Impérial de la Réunion, Chevalier de la Légion d'Honneur, Préfet du Département de l'Issel-Supérieur,

Vu la lettre de M. le Directeur Receveur-général des droits réunis dans le Département en date le 8 Mai présent mois, relative à une équivoque que présente le tarif du Reglement général imprimé pour l'établissement des Octrois Municipaux au titre *Comestibles*, article *de la viande à la main* et *du poisson de mer*, etc. et contenant proposition de diverses mesures propres à prévenir les abus auxquels donne lieu la perception des droits d'octroi, et à faciliter aux contribuables les moyens de satisfaire à leurs obligations;

Considérant que les mesures proposées par M. le Directeur Receveur-général des droits réunis dans le Département, ne sont pas seulement nécessaires, mais qu'elles sont même indispensables pour prévenir les abus auxquels donne lieu la perception des droits d'octroi, et pour faciliter aux contribuables les moyens de satisfaire à leurs obligations;

Considérant que les percepteurs, chargés de la perception des droits d'octroi, ne peuvent être tenus à rester à leurs bureaux pendant toute la journée, sans nuire à leurs autres occupations, et sans s'exposer à des dépenses qui ne sont point autorisées;

Considérant que pour éviter les abus auxquels donne lieu la perception des droits d'octroi, et pour faciliter aux contribuables les moyens de satisfaire à leurs obligations, il est nécessaire que les percepteurs, chargés de la perception des droits d'octroi, soient

pres à assurer et à regulariser la perception des droits établis sur ces denrées.

Revu le susdit Reglement général imprimé, et comparaison faite d'icelui avec le modèle de tarif à la main envoyé dans le temps par Mr. l'Intendant de l'Intérieur en Hollande pour servir de Regle de conduite avant l'impression du Reglement général qui a eu lieu depuis.

Considérant que le Reglement imprimé a seul donné lieu à l'équivoque remarquée par Mr. le Directeur des Droits réunis, et qu'il convient dans le cas de se reporter au modèle du Tarif à la main envoyé dans le temps par ordre de Son Alt. Seren. le Prince Gouverneur Général, surtout lorsque ce tarif ne présente aucune équivoque et qu'au contraire il resout parfaitement tous les doutes proposés et paraît conforme à l'esprit de la loi.

Arrête:

Art. 1. La viande à la main fraiche salée ou fumée sera soumise au droit de l'octroi par Kilogramme: et à raison de 15 ou de 10 centimes par chaque Kilogramme ainsi qu'il a été arrêté pour chaque Octroi.

2. Le droit d'Octroi municipal sur le poisson de mer frais, sec, salé ou fumé sera perçu sur le prix de la vente, et à raison de 10 ou de 5 centimes par franc du dit prix de vente, ainsi qu'il a été reglé pour chaque Octroi particulier.

3. Tout porteur ou conducteur de poisson de mer sera tenu, conformément à l'article 5 du Reglement général approuvé par Son Excellence le Ministre des finances, d'en faire la déclaration par écrit au bureau d'entrée et d'en acquitter le droit avant de le faire entrer, si ce poisson n'est pas destiné à l'approvisionnement du marché.

Si le poisson est destiné à l'approvisionnement du marché, le conducteur devra fournir soumission valable d'acquitter les droits. Cette soumission ne sera censée valable qu'autant qu'elle sera souscrite par les marchands propriétaires eux mêmes ou par leurs Facteurs, Commissionnaires ou commis bien connus des Receveurs de l'Octroi.

4. La perception du droit devant se faire sur le prix de vente, le conducteur ou celui qui aura fourni ou souscrit la soumission d'acquitter le droit sera tenu de rapporter au bureau d'entrée un certificat du crieur juré, charge de la vente, constatant que telle quantité de telle nature de poisson amenée au marché du jour par un tel, a été vendue pour la somme de . . . . et le droit sera perçu par le Receveur sur le vu de ce certificat, qui recevra le N.° du Registre aux declarations et Recettes et sera conservé dans le bureau.

5. Le poisson qui entrera isolément soit pour le consommateur directement soit pour le marchand et débitant, mais sans être destiné à l'approvisionnement immédiat du marché acquittera le droit de 10 ou de 5 centimes par franc de sa valeur vénale, selon qu'il a été reglé pour chaque Octroi particulier dans les proportions du tarif estimatif qui suit:

d'enstig ter verzekering en regeling van de invordering der regten op deze waren gelegd.

Herzien het gemeld gedrukt Algemeen Reglement, en hetzelve vergeleken met het model van het Hand-Tarif, door M. den Intendant van Binnenlandsche Zaken in Holland in der tijd toegezonden, strekkende ten regel van gedrag, vóór het drukken van het Algemeen Reglement, het welk eerst naderhand heeft plaats gehad.

Overwegende, dat het gedrukt Reglement alleen aanleiding tot die dubbelzinnigheid gegeven heeft, welke door M. den Directeur der Vereenigde Regten is opgemerkt, en dat men zich in zoodanig geval behoort te gedragen naar het Hand-Tarif, in der tijd op last van Z. D. H. den Prins Gouverneur-Generaal toegezonden, vooral, wanneer dat Tarif geene de minste dubbelzinnigheid oplevert, maar in tegendeel al de geopofferde twijfelingen volmaakt oplost, en verder met den geest der wet overeenkomstig schijnt te zijn.

Besluit:

1. Het versch, gezouten of gerookt geslagt vleesch is onderworpen aan het Octrooi-Regt bij kilogramme, en tegen 15 of 10 centimes elke kilogramme, zoo als zulks voor ieder Octrooi bepaald is.

2. Het regt van Stedelijk Octrooi op verschen, gedroogden, gezouten of gerookten zeevisch zal worden geheven volgens den verkoopprijs, en tegen 10 of 15 centimes per franc van den gezegden verkoopprijs, zoodanig als zulks voor ieder bijzonder Octrooi is vastgesteld.

3. Elk drager of voerman van zeevisch zal gehouden zijn, om overeenkomstig art. 5. van het Algemeen Reglement, door Z. E. den Minister van Finantie goedgekeurd aan het Bureau der belasting op inkomende goederen, eene schriftelijke aangifte daarvan te doen en het regt te betalen, alvorens denzelven in te voeren, indien namelijk, die visch niet bestemd is, om de markt van voorraad te voorzien.

Is de visch bestemd, om de markt van voorraad te voorzien, dan zal de voerman een deugdelijk bewijs moeten vertoonen van zijne verpligting tot het betalen der Regten, en zal dit bewijs slechts als deugdelijk worden beschouwd, in zoo verre hetzelve onderteekend is door de kooplieden, als eigenaars zelven, of door hunne Factoors, Commissionairs, Klerken, bij de Ontvangers van het Octrooi wel bekend staande.

4. Daar de ontvangst der belasting berekend wordt naar den verkoopprijs, zal de voerman of hij die het bewijs van verpligting tot het betalen der belasting vertoond of onderteekend heeft, gehouden zijn aan het Bureau der belasting op inkomende goederen terug te brengen het certificaat van den beëedigden afslager, met den verkoop belast, bewijzende dat zoodanig eene hoeveelheid van zulk eene soort van visch ter markt is gebragt door zulk eenen, en verkocht is voor de som van

Zullende de belasting door den Ontvanger worden ontvangen op het zien van dat certificaat, op hetwelk het nummer van het Register van aangiften en ontvangsten zal worden gesteld, en dat tevens op het Bureau bewaard zal worden.

5. De visch, welke afzonderlijk zal worden ingevoerd het zij voor den onmiddelijken gebruiker, het zij voor den vischkooper of slijter, maar niet bestemd, om onmiddelijk ter proviandeering van de markt te dienen, zal het regt van 10 of 15 centimes per frank betalen volgens den verkoopprijs, overeenkomstig aan het geen voor ieder bijzonder octrooi is vastgesteld in evenredigheid van het volgende tarif:

	Fr.	C.
Une morue fraiche ou cabillau de quelque grandeur ou poids qu'elle soit sera evaluée à	4	—
8 Merlans ou Schelvisch comme une morue ou Cabillau.	4	—
20 Kilogrammes de Tarbot ou de Soles	3	—
12 Carlets plis ou limandes	—	60
Le 100 d'huitres	5	—
10 Ecrevisses de mer autrement dits homars	10	—
10 Grosses Crabes, autrement dits Tourteaux.	5	—
125 Kilogr. ou Tonneau de morue salée.	50	—
50 Kilogr. morue seche ou merluche.	15	—
100 Kilogr. Saumon salé *venant du nord*	50	—
50 Kilogr. Stokvisch ou autre poisson desseché.	25	—
100 Kilogr. ou Tonneau de merlans salés.	25	—
100. Kilog. Harengs ou macquereaux et anchois salés ou marinés.	50	—
100 Kilogr. Harengs fumés.	25	—
50 Kilogr. macqueraux frais.	20	—

Les quantités plus ou moins grandes seront évaluées et acquitteront les Droits d'après cette base.

6. Pour mettre chaque receveur à même d'apprecier la sincerité des déclarations qui seront faites, et pour faciliter les controles ou vérifications à faire par les préposés supérieurs et les chefs, les conducteurs de poisson destiné soit à l'approvisionnement du marché, soit à la consommation des particuliers ou à l'approvisionnement des marchands devront énoncer dans leurs déclarations l'espèce le nombre ou la quantité en Kilogramme

7. Le présent sera inseré au Journal du Département. Il en sera envoyé copie à Ms. les Maires d'Arnhem, Wageningen, Nijkerk, Harderwijk, Elburg, Hattem, Doesburg et Tiel.

Expédition en sera également [illegible] Directeur des Droits Réunis dans le Département, avec invitation de donner ses ordres et instructions en conséquence.

Donné en Préfecture à Arnhem le 9 Juin 1812.

Le Préfet.

ANDRINGA DE KEMPENAER.

*** *Le Maire de la ville d'Anhem previent tous ceux qui y sont intéressés, que les personnes qui ont reçu quelque héritage ou succession de proches parents, décédés dans cette ville ou dans sa banlieue depuis le 1er Janvier 1812, sont tenus d'en faire la déclaration avant le premier Juillet prochain au Bureau du Receveur de l'Enregistrement, afin de satisfaire à la loi du 22 frimaire an 9, portant que toutes les Successions en France doivent être déclarées dans l'epace de six mois après le décès, sous peine de paijer la moitié en surplus du droit.*

Arnhem, 15 Juin 1812.

J. N. VAN ECK.

Een versche cabellaauw, van welke groote of van welk gewigt dezelve ook zij, zal geschat worden op | 4 | —
8 Schelvischen zoo veel als een Cabellaauw. | 4 | —
20 Kilogrammes Tarbot. | 3 | —
12 Schollen, pladijzen. | — | 60
De 100 Oesters. | 5 | —
10 Zee-Kreeften. | 10 | —
10 groote Krabben. | 5 | —
125 Kilogrammes of een ton Zoutevisch. | 50 | —
50 Kilogrammes Stokvisch. | 15 | —
100 Kilogrammes gezouten noorder Salm. | 50 | —
50 Kilogrammes Stokvisch of andere gedroogde visch. | 25 | —
100 Kilogrammes of een ton gedroogde Wijting. | 25 | —
100 Kilogrammes Haring of Makreel en gezouten of ingelegde anchovis | 50 | —
100 Kilogrammes Bokkings. | 25 | —
50 Versche Makrelen | 20 | —

De meer of min groote hoeveelheden zullen naar dit Tarif worden geschat, en de Regten hieraan overeenkomstig betalen.

6. Ten einde elken Ontvanger in staat te stellen de deugdelijkheid der aangiften te beoordeelen, en het houden der contra-boeken of verificatien door de Opper-Commissen of chefs, gemakkelijker te maken, zullen de Voerlieden van visch, het zij ter proviandering van de markt, het zij ten gebruike van particulieren of ter proviandering der Kooplieden, bezemd, in hunne aangiften, de soort, het getal en hoeveelheid in Kilogrammen moeten opgeven.

[illegible] hetzelve gezonden aan de H. H. Maires van Arnhem, Wageningen, Nijkerk, Harderwijk, Elburg, Hattem, Doesburg en Tiel. Hetzelve zal insgelijks worden toegezonden aan den Heer Directeur der Vereenigde Regten, met verzoek om zijne orders en instructien ten dien einde uit te vaardigen.

Gedaan ter Prefecture, te Arnhem, den 9 Junij 1812.

De Prefect,

ANDRINGA DE KEMPENAAR.

*** *De Maire der Stad Arnhem maakt bij deze aan elk en een iegelijk bekend welke daarbij belang mogten hebben, dat allen, welke eenige Erfenissen of Successien hebben bekomen van Bloedverwanten of Vrienden alhier in de Stad of Schependom zedert 1 Januarij 1812 overleden, daarvan voor den eersten Julij aanstaande aangifte moeten doen op het Bureau van den Ontvanger van het Enregistrement, ten einde te voldoen aan de Wet van den 22 frimaire het 9 Jaar, bepalende, dat alle Successien in Frankrijk open vallende, binnen den tijd van 6 maanden na het overlijden moeten aangegeven worden, op verbeurte van de helft meer dan het bepaalde recht te betalen.*

Arnhem, den 15 Juny 1812.

(get.) J. N. VAN ECK.

TE ARNHEM, ter Boekdrukkerij van J. H. MOELEMAN. 1812.